

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 22/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

B.R.I

**RTE DE NOYON
60310 Lassigny**

Références : IC-R/0416/24-NEC/SF
Code AIOT : 0005101267

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2024 dans l'établissement B.R.I implanté RTE DE NOYON 60310 LASSIGNY. L'inspection a été annoncée le 29/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées.

Cette action nationale vise à vérifier le contrôle des rejets atmosphériques en composés organiques volatils (COV) des installations classées par le contrôle de la canalisation et du captage des effluents, le contrôle sur site des installations de traitement des COV et la prévention des périodes d'indisponibilité de ces installations de traitement, le contrôle des valeurs limites d'émissions canalisées à travers le contrôle réglementaire et des valeurs limites d'émissions totales

et/ou diffuses via le contrôle du plan de gestion des solvants.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- B.R.I
- RTE DE NOYON 60310 LASSIGNY
- Code AIOT : 0005101267
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Beauté Recherche & Industries (BRI), qui appartient à la division Luxe de L'OREAL, exploite une usine de fabrication de cosmétiques à LASSIGNY dans l'Oise (60). Cet établissement relève de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Son exploitation est autorisée par les arrêtés préfectoraux des 24 juillet 1992, 23 novembre 1995, et les arrêtés préfectoraux complémentaires du 26 novembre 2021 et du 1er février 2023.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
2	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
3	Traitement des fumées - entretien	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Sans objet
4	Traitement des fumées - conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet
5	Traitement des fumées - matériel disponible	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	Sans objet
6	Traitement des fumées - consignes	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59	Sans objet
7	Traitement des fumées - disponibilité documents	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
8	Surveillance des rejets - programme	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Surveillance des rejets - mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
10	Surveillance des rejets - justification	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
11	Respect des VLE - conformité aux rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III	Sans objet
12	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Sans objet
13	Produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 31-6	Sans objet
14	Produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37-5	Sans objet
15	Produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 36-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur plusieurs points :

- le contrôle sur site des modalités de canalisation ou de captage des effluents (art. 4, 18 et 19 de l'AM du 02/02/1998 et arrêtés ministériels spécifiques) pour limiter les pollutions et réduire les émissions diffuses ;
- le contrôle sur site des installations de traitement des COV et la prévention des périodes d'indisponibilité de ces installations de traitement ;
- le contrôle des valeurs limites d'émissions canalisées à travers le contrôle réglementaire et des valeurs d'émissions totales et/ou diffuses via le contrôle du plan de gestion des solvants

Les constats effectués permettent de conclure que la société BRI, sur le site de Lassigny, respecte la réglementation applicable.

Depuis la cessation partielle des activités du chai fin 2021, la baisse de consommation de solvant sur le site est notable : de l'ordre de 90 % par rapport à 2018. La baisse de rejet en COV est proportionnelle : près de 90 % soit un rejet de l'ordre de 2 t depuis 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : Les sources de pollution de l'air actuelles sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• les équipements liés à la production et aux stockages ;• la ventilation des locaux et des postes de travail ;• les chaudières gaz et moteurs fuel. Le site présente 20 rejets canalisés dont 5 ne sont pas utilisés en ce moment car associés à l'activité du chai qui a été mis sous cocon ; 1 : Chaudière n°1 2 : Chaudière n°2 3 : Chaudière n°3 4 : Chaudière vapeur 5 : Dépoussiéreur A mélangeurs poudres 6 : Dépoussiéreur B compactage 7 : Dépoussiéreur F gauche Fabrication GLOSS 8 : Dépoussiéreur F droite Fabrication RAL 9 : Dépoussiéreur F Centre labo couleur 10 : Box de pesée 1 unité 2 11 : Box de pesée 5 unité 2 12 : Ligne de conditionnement WET-DRY unité 2 - Machine 13 : Ligne de conditionnement WET-DRY unité 2 - Étuve 14 : Ligne de conditionnement VAO Avec la mise sous cocon de l'activité « parfums », il n'y a plus de rejet canalisé de COV sur le bâtiment de fabrication des parfums. Au niveau de la pesée centralisée, 3 box de pesée en recirculation totale de l'air passant par des filtres anti-poussières et 2 box à air neuf sont équipés d'une ventilation respective de 20 000 et 10 500 m ³ /h avec rejet canalisé de l'air vers l'extérieur équipés de filtres absolus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Limitation des émissions diffuses
Prescription contrôlée : <p>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.</p> <p>Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.</p> <p>Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.</p>
Constats : <p>Les principales sources d'émissions diffuses sur le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none">• les opérations de dépotage (égouttures),• les cuves de stockage extérieur en fonctionnement normal (événement : « respiration » cuves) et lors des dépotages (évacuation du ciel gazeux),• la mise à l'air libre de l'ensemble des cuves (fabrication et stockage) par un événement,• le mélange des matières premières en fabrication,• la cuve de collecte des jus résiduels ;• le conditionnement des parfums. <p>Les principales sources d'émissions diffuses de vapeurs de vernis sont :</p> <ul style="list-style-type: none">• le remplissage des flacons de vernis à ongles,• le rinçage des équipements à l'acétate d'éthyle. <p>L'activité exercée peut générer des rejets de COV par la ventilation, compte tenu de la typologie d'installations mises en place et surtout des produits utilisés.</p>

Les box de pesée de liquides et de poudres sont également susceptibles de générer des COV diffus. Actuellement, 7 box de pesée sont présents sur le site, leur répartition est la suivante :

- atelier de fabrication parfums : 1 box,
- atelier de fabrication poudres et de rouges à lèvres/Gloss : 1 box dans chaque atelier,
- pesée centralisée équipée de 5 box de pesée : 3 box de pesée en recirculation totale de l'air passant par des filtres anti-poussière et 2 box à air neuf équipés d'une ventilation respective de 20 000 et 10 500 m³/h avec rejet canalisé de l'air vers l'extérieur équipés de filtres absolus.

Le nombre total de box de pesée a été réduit et le fonctionnement des box de pesée modifiés après le projet PINC (Performance Industrielle Novateur et Collectif) ont permis de réduire les rejets diffus de gaz et de poussières dans les ateliers.

Compte tenu des moyens de dépoussiérage et de filtration très performants, les rejets en poussières sont négligeables.

Nota :

Les émissions générées au niveau de l'atelier de conditionnement de l'unité 2 (machine de conditionnement Wet-dry et étuve) sont aspirées par les ventilateurs des installations pour être émises directement à l'atmosphère.

Les émissions générées au niveau des Box de pesées 1 et 5 de l'unité 2 sont aspirées par des ventilateurs puis émises directement à l'atmosphère.

Ces rejets sont considérés comme des rejets canalisés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traitement des fumées - entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18

Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - entretien

Prescription contrôlée :

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Observation : Lors de la visite d'inspection, le contrôle a porté sur les fumées de combustion. Post inspection il a été demandé à l'exploitant des compléments sur les émissions autres que les fumées de combustion.

L'exploitant n'a donc pas été en mesure de préciser en détail les actions de maintenance effectuées sur les systèmes de traitement, mais il a tenu à indiquer que :

- la pesée centralisée est équipée de 5 box de pesée : 3 box de pesée en recirculation totale de l'air passant par des filtres anti-poussière et 2 box à air neuf équipés d'une ventilation respective de 20 000 et 10 500 m³/h avec rejet canalisé de l'air vers l'extérieur équipés de filtres absolus.

Suite à une demande de complément adressée par l'Inspection, l'exploitant a apporté des éléments supplémentaires sur le point de contrôle par mail du 10 octobre 2024 :

"Nous n'avons pas d'asservissement sauf sur la partie chaufferie, les mesures sont effectuées périodiquement par l'APAVE (annuelle pour les dépoussiéreurs et biennale pour les chaudières).

Toute remarque lors de ces mesures vous est communiquée.

Les différents rapports sont conservés et tenus à disposition en cas de demande."

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traitement des fumées - conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19

Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception

Prescription contrôlée :

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.

Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.

Constats :

Observation : Lors de la visite d'inspection, le contrôle a porté sur les fumées de combustion. Post inspection il a été demandé à l'exploitant des compléments sur les émissions autres que les fumées de combustion.

L'exploitant n'a donc pas été en mesure de préciser les actions effectuées sur les systèmes de traitement afin de prévenir tout incident ou toute indisponibilité.

Suite à une demande de complément adressée par l'Inspection, l'exploitant a apporté des éléments supplémentaires sur le point de contrôle par mail du 10 octobre 2024 :

"Une maintenance périodique est réalisée sur nos différents équipements (3 mois sur nos installations).

Nous n'avons pas de traitement sur le rejet de nos chaudières, pour autant en cas de problématique sur cet équipement, ce dernier s'arrête de manière automatique avec report d'alarme sur notre système de supervision. Pour les dépoussiéreurs, l'arrêt du vide centralisé arrête la partie fabrication concernée.

Chaque équipement est suivi par des indicateurs de performance, en cas d'indisponibilité de ce dernier la cause est formalisée dans notre tableau de suivi avec l'action de résolution de la problématique associée. La résolution de problème est confiée en fonction de la tâche à effectuer à notre technicien fluide ou le cas échéant à notre société externe de maintenance de l'équipement habilité pour l'intervention à réaliser."

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'expliquer ce qui est mis en œuvre sur le site pour garantir le fonctionnement des dépoussiéreurs, systèmes d'aspiration, filtres à manches qui sont des dispositifs de traitement mis en place sur le site pour le traitement des rejets canalisés de COV.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Traitement des fumées - matériel disponible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - matériel disponible

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de

manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.
<p>Constats :</p> <p>Observation : Lors de la visite d'inspection, le contrôle a porté sur les fumées de combustion. Post inspection il a été demandé à l'exploitant des compléments sur les émissions autres que les fumées de combustion.</p> <p>L'exploitant n'a donc pas été en mesure de préciser les actions mises en œuvre sur le site pour garantir qu'il dispose de matériel en quantité suffisante pour le bon fonctionnement de ses installations de traitement des rejets atmosphériques.</p> <p>Suite à une demande de complément adressée par l'Inspection, l'exploitant a apporté des éléments supplémentaires sur le point de contrôle par mail du 10 octobre 2024 : "Nous disposons d'un magasin de stock de matériel dans lequel les produits absorbants sont géré en réapprovisionnement automatique afin de ne jamais être en rupture. Nous avons aussi des points environnementaux à proximité des équipements qui permettent une intervention rapide."</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Traitement des fumées - consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation et de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>[...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>« - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</p> <p>« - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.</p> <p>[...]</p>

- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.
<p>Constats :</p> <p>Observation : Lors de la visite d'inspection, le contrôle a porté sur les fumées de combustion. Post inspection il a été demandé à l'exploitant des compléments sur les émissions autres que les fumées de combustion.</p> <p>L'exploitant n'a donc pas été en mesure de présenter les consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Suite à une demande de complément adressée par l'Inspection, l'exploitant a apporté des éléments supplémentaires sur le point de contrôle par mail du 10 octobre 2024 : "nous disposons des consignes que ce soit pour les chaudières que pour les installations de traitement des rejets de poussières ou de COV".</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Traitement des fumées - disponibilité documents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes et documents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Par ailleurs, tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats :</p> <p>Observation : Lors de la visite d'inspection, le contrôle a porté sur les fumées de combustion. Post inspection il a été demandé à l'exploitant des compléments sur les émissions autres que les fumées de combustion.</p> <p>L'exploitant n'a donc pas été en mesure de présenter les documents, enregistrements, résultats de vérifications relatifs à la maintenance préventive ou curatives des dispositifs de traitement des rejets atmosphériques.</p> <p>Suite à une demande de complément adressée par l'Inspection, l'exploitant a apporté des éléments supplémentaires sur le point de contrôle par mail du 10 octobre 2024 :</p>

"Tous les enregistrements sont conservés en interne et à votre disposition permanente."
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des rejets - programme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les mesures réalisées dans le cadre de l'autosurveillance respectent la norme NF EN 15259 et celle du LAB réf. 22 du COFRAC.</p> <p>Les poussières sont analysées conformément à la norme EN 13284-1.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des rejets - mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les mesures sont réalisées par l'Apave qui est agréée par le ministre chargé des installations classées par l'arrêté du 11/12/2018 (J.O. du 26/12/2018).</p> <p>L'article 10.2.1 prescrit une mesure des rejets atmosphériques dans le cadre de l'auto-surveillance tous les 3 ans pour les chaudières.</p> <p>La prochaine sera effectuée dans les quatre mois suivants la mise en œuvre des brûleurs mixtes</p>

<p>sur les chaudières eau chaude et vapeur.</p> <p>L'article 10.2.1 prescrit une mesure des rejets atmosphériques dans le cadre de l'auto-surveillance tous les 3 ans pour les dépoussiéreurs associés aux conduits 5, 6 et 7.</p> <p>Pour les COV, un PGS est demandé annuellement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance des rejets - justification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise un contrôle des rejets atmosphériques issus des dépoussiéreurs et des 4 chaudières tous les ans. La prestation est assurée par l'Apave. Le dernier a été effectué en octobre 2023, les VLE autorisées étaient respectées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre ces rapports sous un mois.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Respect des VLE - conformité aux rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - [...] Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. [...]</p>

Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 :

1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;

2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.

Constats :

La production de vapeur et d'eau chaude est assurée par quatre chaudières (3 eau chaude et 1 vapeur), toutes alimentées au gaz naturel (pression de distribution 0,3 bar).

Les chaudières à brûleur mixte gaz/fioul sont soumises aux prescriptions de l'arrêté du 3 août 2018 en particulier sur les rejets atmosphériques. Lors du contrôle qui sera effectué au plus tard 4 mois après la mise en service du brûleur mixte sur les 2 chaudières à brûleur mixte fonctionnant en gaz, les rejets atmosphériques devront respecter les VLE suivantes pour les NOx : 100 mg/Nm₃.

En ce qui concerne la 3ème chaudière eau chaude et la chaudière vapeur dont les brûleurs ne sont pas changés, le seuil de rejet en NOx sera à 150 mg/Nm³ à compter du 1er janvier 2030.

La chaudière fioul est aussi soumise aux prescriptions de l'arrêté du 3 août 2018 en particulier sur les rejets atmosphériques. Lors du contrôle qui sera effectué 4 mois après sa mise en service, les rejets atmosphériques devront respecter les VLE suivantes pour les NOx : 150 mg/Nm³ si elle fonctionne plus de 1 500 h/an ou 200 mg/Nm³ si elle fonctionne moins de 1 500 h/an.

En ce qui concerne les COV, l'exploitant a fait réaliser des mesures suivantes par le bureau d'études COELYS :

- Mesures des 10 et 11 octobre 2007 réalisées par COÉLYS (unité 1),
- Mesures du 3 octobre 2011 réalisées par l'APAVE (process Wet-dry de l'unité 2),
- Mesures du 27 novembre 2013 réalisées par COÉLYS (ligne VAO de l'unité 1),
- Mesures du 7 janvier 2014 réalisées par COÉLYS (Évent et tourelles n°1 à 5 du Chai alcool),
- Mesures du 2 mars 2016 réalisées par COÉLYS (Box 1 et 5 de l'unité 2 et la tourelle n°5 du Chai Alcool),
- Mesures du 19 au 23 juillet 2021 réalisées par COÉLYS (Box 1 et 5 et process Wet-dry de l'unité 2).

Les dernières mesures effectuées sur les 5 dépoussiéreurs (cf. rapport APAVE n°100150529-001-1-version 1 du 24/11/2023) respectent l'arrêté préfectoral complémentaire du 13/10/2020 :

- Dépoussiéreur A : [poussières] = 0,13 mg/m₀³ pour 30 mg/Nm³ autorisés
- Dépoussiéreur mascara : [poussières] = 0 mg/m₀³ pour 30 mg/Nm³ autorisés
- Dépoussiéreur F centre : [poussières] = 0 mg/m₀³ pour 30 mg/Nm³ autorisés
- Dépoussiéreur F droite : [poussières] = 0 mg/m₀³ pour 30 mg/Nm³ autorisés
- Dépoussiéreur F gauche : [poussières] = 0 mg/m₀³ pour 30 mg/Nm³ autorisés

Avec la mise sous cocon de l'activité "parfums" en 2021-2022, il n'y a plus de rejet canalisé de COV sur le bâtiment fabrication des parfums.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Constats :

Dans le cadre de son activité de fabrication de produits de cosmétique, la société BRI met en œuvre sur son site de Lassigny (60) des solvants organiques. La quantité de solvants mise en œuvre annuellement étant supérieure à 30 tonnes, la réglementation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement impose à la société BRI la réalisation annuelle d'un Plan de Gestion des Solvants (PGS) ainsi que sa transmission à la DREAL.

Sur le site de Lassigny (60), les différentes installations (ou ateliers de production) où sont stockés et/ou mis en œuvre de solvants organiques sont les suivantes :

- stockages vrac de solvants (matières premières et déchets solvantés),
- ateliers de conditionnement de maquillages Wet-dry (unité 2),
- box de pesées (unité 2),
- laboratoires contrôle qualité et développement,
- zone déchets.

Remarque : L'activité au Chai alcool ainsi que l'activité VAO ont été arrêtées courant d'année 2021. De ce fait, aucune émission n'est considérée pour ces activités. De plus, les différents déchets envoyés en régénération jusqu'à l'année 2022 étaient en relation avec l'activité Parfums, De ce fait, le flux O8 n'existe plus.

BRI réalise chaque année un plan de gestion des solvants (PGS) au travers duquel il déclare les quantités de COV canalisés et diffus rejetés à l'atmosphère.

Années	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Consommation de solvant (t)	1276 t	1375 t	793 t	150,8	28,8 t	45,42 t
Rejets totaux COV en t	19,8 t	17,3 t	11,8 t	4,3 t *	< 2 t *	2,76 t *

2021-2022 : la cessation partielle des activités du chai a entraîné une baisse de consommation de solvant de l'ordre de 90 % par rapport à 2018 et consécutivement une baisse de rejet en COV proportionnelle de près de 90 % soit un rejet de l'ordre de 4,3 t en 2021 et de 2 t en 2022.

En 2023, la quantité de COV rejetée était de 6 009 kg. En comptabilisant un fonctionnement annuel de 6 000 heures en 2023 (5 jours par semaine 24h/24), ces rejets représentent un flux total de 1 kg/heure. Ce flux est inférieur au seuil de 2 kg/h fixé dans l'arrêté du 2 février 1998. Le site est soumis pour ses rejets diffus à l'article 28.1 de l'arrêté de 2 février 1998.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31-6

Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité

Prescription contrôlée :

La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes :

- 1) identification de la substance/préparation et de la société/l'entreprise ;
- 2) identification des dangers ;
- 3) composition/informations sur les composants ;
- 4) premiers secours ;
- 5) mesures de lutte contre l'incendie ;
- 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ;
- 7) manipulation et stockage ;

8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ; 9) propriétés physiques et chimiques ; 10) stabilité et réactivité ; 11) informations toxicologiques ; 12) informations écologiques ; 13) considérations relatives à l'élimination ; 14) informations relatives au transport ; 15) informations relatives à la réglementation ; 16) autres informations.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté deux fiches de données de sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour l'éthanol (ALC. S96 SB 10PPMBTX+0.1%TBA REGAG) en date du 27 mars 2023. Cette FDS répond à la prescription visée par le point de contrôle ; • pour le produit LANCÔME HYPNOSE DRAMA WATERPROOF MASCARA en date du 04 décembre 2023. Cette dernière est une fiche rédigée par BRI. Elle est en langue française, conformément au règlement (CE) n°1907/2006 (modifié par le règlement(UE) n° 2020/878). Elle présente les 16 rubriques détaillées.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37-5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p> <p>b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;</p> <p>c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.</p>
<p>Constats :</p> <p>La FDS de l'éthanol recommande notamment ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • qu'il faut éviter la contamination des égouts, des eaux de surface et des eaux souterraines : la zone de stockage est sous rétention et une protection incendie est en place sous les paletiers. Il est facilement possible de confiner le site ; • qu'il faut observez le stockage compatible de produits chimiques : un système informatique paramétré par le service EHS permet de bloquer informatiquement la possibilité de stockage pour éviter les incompatibilités.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 36-1

Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité

Prescription contrôlée :

Chaque fabricant, importateur, utilisateur en aval, distributeur rassemble toutes les informations dont il a besoin pour s'acquitter des obligations que lui impose le présent règlement et en assure la disponibilité pendant une période d'au moins dix ans après la date à laquelle il a fabriqué, importé, fourni ou utilisé pour la dernière fois la substance, telle quelle ou contenue dans une préparation. Sur demande, ce fabricant, importateur, utilisateur en aval ou distributeur transmet ou met à disposition cette information sans tarder à toute autorité compétente de l'État membre où il est établi ou à l'Agence, sans préjudice des dispositions des titres II et VI.

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 24 septembre, la dernière version d'une FDS fournisseur en exemple concernant l'éthanol, datant du 27 mars 2023.

Type de suites proposées : Sans suite